

PAT de Montélimar- Agglomération

PAT de Montélimar-Agglomération

Date de la dernière actualisation : 13/05/2026



- › Lauréat de l'appel projet national du PNA en : 2021
- › PAT labellisé par le MAA : Labellisation Niveau 2
- › Date de labellisation : 2024

Territoire

Caractéristiques et enjeux du territoire

Auvergne-Rhône-Alpes

Drôme

Synthèse des enjeux

(issus du diagnostic agricole et alimentaire 2023) Montélimar Agglomération et ses 69 000 consommateurs ...

Montélimar Agglomération est un territoire attractif (avec une population en hausse continue), correctement doté en commerces alimentaires, même si la commune de Montélimar concentre la majorité du marché alimentaire. Néanmoins, les paysages ou environnements alimentaires ne favorisent pas la consommation de produits sains et locaux : il existe peu de points de vente de produits locaux par rapport au nombre d'habitants, avec une forte concentration des restaurants type fast-food, notamment en centre-ville et dans les Quartiers Prioritaires de la Ville. Ces environnements alimentaires défavorisent notamment les populations précaires, particulièrement exposées aux risques liés à une mauvaise alimentation. Les habitants du territoire ont une méconnaissance des produits locaux, ou de manière générale une faible sensibilité aux produits bruts et à leur saisonnalité. Les actions autour de l'éducation à l'alimentation sont jugées comme largement insuffisantes et à renforcer. Enfin, en termes de précarité alimentaire, un nombre important (6) d'associations d'aide alimentaire œuvrent sur le territoire, en proposant des colis qui soutiennent les familles, ou bien des interventions dans le cadre d'extrêmes urgences. Cette diversité des associations est un atout, néanmoins, elles ont du mal à travailler ensemble et à converger, alors qu'elles font face aux mêmes difficultés : hausse des bénéficiaires, baisse de la qualité et de la quantité des dons et de plus en plus de difficulté à recruter des bénévoles. L'agglomération peut s'appuyer sur des dynamiques à différentes échelles pour répondre à ces enjeux : travail de diagnostic sur les associations d'aide alimentaire au niveau départemental, convergence entre commune de Montélimar et l'agglomération autour du Contrat Local de Santé, le Centre Municipal de Santé pour accéder aux populations les plus vulnérables ... La distribution alimentaire, via les commerces et la grande et moyenne distribution La majorité du commerce alimentaire est concentrée sur la commune de Montélimar, et l'accès aux commerces est plus difficile dans les communes rurales, surtout pour les habitants sans moyen de locomotion. L'évasion commerciale est faible : les habitants consomment en grande majorité sur le territoire. La distribution alimentaire est peu orientée vers les produits locaux : l'offre en produits locaux est peu visible, notamment l'été, et il y a peu de commerces de circuits courts par rapport au nombre d'habitants (3 magasins de producteurs). Les marchés de plein vent sont quant à eux de moins en moins attractifs pour les agriculteurs (chronophage, essoufflement, coûts logistiques importants), ce qui pousse à imaginer de nouvelles solutions de commercialisation pour la production locale. La part des hard-discounters dans la consommation des ménages elle se développe, dû à un contexte inflationniste du prix des denrées alimentaires. La Grande et Moyenne Distribution semble être un levier important, la part des achats en GMS étant plus importante à Montélimar Agglomération que la moyenne départementale. De plus, des démarches d'approvisionnements vertueuses sont déjà engagées et à soutenir, notamment du côté de la Grande et Moyenne Distribution (GMS) franchisée, qui tisse des relations partenariales avec des producteurs locaux, départementaux et régionaux.

Néanmoins, une méconnaissance de l'offre locale subsiste. Cette problématique est pilotée au niveau départemental avec le Club Drômois de l'alimentation, outil porté par le Département et la chambre d'agriculture, dont le rôle sera notamment l'appui au sourcing pour les entreprises agroalimentaires (et la restauration hors domicile). Certaines communes ont également manifesté leur intérêt dans la création de lieux de vente en produits locaux et durables, et doivent être accompagnées. Enfin, un nombre important de producteurs issus de la Communauté de communes voisine Dieulefit Bourdeaux viennent vendre dans le périmètre de l'agglomération, ce qui implique des synergies à trouver avec ce territoire voisin. ... et la restauration collective. Sous l'impulsion de Montélimar Agglomération, et avec la mobilisation de certains partenaires (Agribiodrôme, CIVAM 26, Agricourt), plusieurs communes ont bénéficié d'un accompagnement pour faire évoluer les pratiques de leur restauration collective vers une alimentation plus durable. La cuisine centrale de Montélimar, labellisée Ecocert, est mobilisée pour améliorer ses approvisionnements. Un écosystème d'acteurs moteurs est présent pour favoriser le lien entre la restauration collective et l'agriculture locale. Toutefois un certain nombre de communes n'ont pas encore été accompagnées. Les établissements médico-sociaux, s'ils sont à la recherche de sources d'approvisionnement plus locales et durables, ont des difficultés à entrer en relation avec l'écosystème existant. Ils représentent pourtant une part non négligeable de repas sur le territoire et donc un potentiel de débouché pour les filières agricoles. Dans un contexte inflationniste et des tensions fortes sur le budget des établissements, les objectifs fixés par la loi Egalim notamment en matière d'approvisionnement durable paraissent inaccessibles à un certain nombre de gestionnaires. Les communes dont la restauration collective est en gestion déléguée, peuvent avoir particulièrement du mal à piloter ces

approvisionnements. L'expertise de Montélimar Agglomération, de ses partenaires et des établissements mobilisés peut contribuer à déployer les bonnes pratiques auprès d'autres structures. Par ailleurs, l'ensemble de l'écosystème fait remonter un besoin de mise en relation des acteurs (agriculteurs, fournisseurs, et acheteurs) pour une meilleure interconnaissance (quels besoins ? Quelles contraintes ?) et pour faciliter le sourcing (auprès de qui puis-je acheter ? Vendre ?). Plus globalement, l'amélioration des pratiques de la restauration collective du territoire passe par la sensibilisation et la formation des acteurs : en premier lieu les élus des communes, mais aussi les agents des cantines, les agriculteurs, etc. Un territoire et une production agricole diversifiés ... Le territoire est favorable à une agriculture diversifiée, avec un potentiel agronomique et des conditions climatiques bénéfiques. L'importante part de SAU irriguée (40%) est un atout incontestable, avec un réseau d'irrigation largement connecté au Rhône. On note également une augmentation des démarches de qualité : agriculture biologique, agriculture sous signes d'identification de la qualité et de l'origine, à nuancer cependant, du à une baisse constatée de la consommation de produits AB et produits phares tel que le Picodon. L'agglomération développe également un accompagnement fructueux des agriculteurs sur des thématiques stratégiques telles que l'agriculture de précision, la bioéconomie ... et peut s'appuyer sur un réseau agricole volontariste tourné vers les circuits courts et les modèles agricoles durables.

Néanmoins, le territoire est historiquement tourné vers les circuits longs, avec une place importante de la filière grande culture, et la présence d'acteurs (coopératives) difficiles à mobiliser sur des enjeux de relocalisation des flux alimentaires. L'accès au foncier est également un frein important à l'installation de projets d'agriculture nourricière : un prix des terres particulièrement élevé, un foncier agricole sous forte pression, une complexité de transmission de fermes de plus en plus grandes, et des fermes en manque de repreneurs, qui pèse sur l'avenir agricole. Ces freins plaident pour la mise en place d'une stratégie foncière portée à l'échelle de l'agglomération, avec une opportunité à saisir dans le cadre du PLUi actuellement en cours de construction. Enfin, la gestion à la fois quantitative et qualitative de l'eau pourra devenir problématique à l'avenir : les pratiques culturelles conventionnelles impactent la ressource, sur sa quantité et sa qualité, avec des sols qui s'assèchent et des pollutions avérées sur certaines aires de captage. Le changement climatique menace de changer drastiquement les conditions climatiques de culture, ce qui implique de minimiser ses impacts, de se préparer à des épisodes de sécheresse qui seront récurrents. Face à ces enjeux, l'agglomération peut se reposer sur un tissu d'associations environnementales et d'acteurs de l'eau locaux agissant sur la qualité et la quantité de la ressource en eau, l'agroécologie, les sols et la biodiversité en milieu agricole. ... avec des filières végétales prédominantes ... Le territoire est riche d'une grande diversité de cultures, pour certaines très emblématiques et implantées historiquement : blé dur, pêches, abricots, légumes, maïs semence, ail drômois, légumineuses, plantes aromatiques et à parfum... Certaines cultures sont à fortes valeurs ajoutées, d'autres nécessitent un haut niveau de technicité des agriculteurs. Ces filières sont sur une bonne dynamique avec des surfaces stables ou en croissance. En fruits et légumes, des acteurs permettent de massifier et structurer l'offre pour répondre à différents débouchés (filières longues et/ou de proximité). Les liens des producteurs sont forts avec les circuits courts. En légume, cette offre importante en circuits courts pose pour certains maraîchers des difficultés pour écouler leur production en été. Malgré quelques outils présents sur et à proximité du territoire, le manque d'outil de transformation (conserverie, ensachage, jus) est soulevé. Agribiodrôme accompagne l'émergence de la mobilisation d'agriculteurs sur le sujet. Les agriculteurs rencontrent des difficultés croissantes pour recruter des emplois saisonniers. En grandes cultures, la production est largement exportée du territoire avec des opérateurs et transformateurs orientés vers les filières longues. Les agriculteurs souhaitant investir les circuits-courts ou la vente directe sur ces productions (céréales, légumes secs), ne disposent pas des outils de tri et ensachage nécessaires : ils transforment alors en dehors du territoire ou limitent le développement de ces cultures à destination de l'alimentation locale. Enfin, malgré une production historique et non négligeable en légumes secs, celle-ci est peu orientée vers le territoire. Des acteurs sont intéressés pour développer une filière d'approvisionnement locale, notamment à destination de la restauration collective. Certaines pratiques agricoles participent à la perte de la biodiversité et impactent la qualité de l'eau. L'agriculture biologique n'est pas aussi développée que sur le reste du département ou comparativement à l'échelle française, en fruits, légumes secs. Par ailleurs, ces filières sont particulièrement exposées aux impacts du changement climatique sur la disponibilité de l'eau. Pour continuer à nourrir leur territoire, les filières végétales de demain devront être plus sobres en eau. ... et des filières animales à soutenir. Sur le territoire, 25% des exploitations détiennent du cheptel. Et si 16% de la SAU est occupée par des prairies, L'élevage de volaille de chair et de poules pondeuses est de loin la production animale la plus développée et excédentaire par rapport aux besoins des habitants de l'agglomération. Il s'agit très largement de filières intégrées et dédiées aux circuits longs. Une partie de la production bénéficie de label de qualité (bio, Label Rouge, Plein air), constituant des ressources intéressantes à explorer pour l'alimentation des habitants du territoire et une piste pour la restauration collective. L'absence de casserie d'œufs est néanmoins un frein pour orienter la production vers la restauration collective. D'autres élevages produisent à destination des circuits courts (vente directe, boucherie, restauration, etc.) mais ont des difficultés à se rapprocher de débouchés plus structurants comme la restauration collective. Les autres productions animales sont largement déficitaires par rapport aux besoins des habitants. L'offre en produit laitier est très limitée en dehors de la production de lait de chèvre et de l'appellation Picodon. La production de viande est limitée suite à une perte de vitesse, notamment en lien avec la fermeture des abattoirs locaux il y a 30 ans. Une démarche est engagée à l'échelle du bassin de Montélimar (Dieulefit Bourdeaux et Montélimar Agglomération), avec le collectif d'éleveurs «L'AbEl Ferme» engagé sur un projet d'abattage mobile à la ferme. L'attractivité du métier d'éleveurs, les conflits de voisinage en zone périurbaine et les difficultés à installer de nouveaux projets en dehors d'une transmission rendent difficilement réalisable le développement de nouveaux ateliers (bovin lait voire viande) sur le territoire. Le territoire peut toutefois s'appuyer sur une dynamique d'éleveurs souhaitant travailler et se développer sur les circuits de proximité. Le plan d'actions du PAT doit permettre de les soutenir dans leur développement.

Chiffres clés du territoire



Contexte

68 546 habitants
27 communes
178,91 habitants/km²
383,14km² de communes
406,53 ha artificialisés



Caractéristiques socio-économiques

15.2% de taux de pauvreté
11,10% de chômage
20 760€ de revenu médian



Lutte contre la précarité alimentaire

2 association(s) luttant contre la précarité alimentaire
0,05 associations par 10 km²
0,03 associations par 1000 habitants



Organisation de l'espace agricole

13 426,02 hectares de SAU
35,04% de SAU
dont 15,70% de SAU en bio
dont 12,73% de légumineuses
dont 2,93% de prairies permanentes



Structures agricoles

359 exploitations

85 exploitations en bio



Enjeux environnementaux liés à l'agriculture

Taux de produits phytopharmaceutiques inférieur à 0,01 ug par litre d'eau

Taux de nitrates entre 10 mg et 25 mg par litre d'eau

19 969 093,66m³ d'eau utilisés pour l'irrigation

en baisse de 1,64% depuis 5 ans

57,42 de haie/ha de SAU



Distribution

150 enseignes de distribution

dont 17 GMS (moyennes et grandes surfaces)



Transformation

875 emplois dans la transformation

+13,20% des emplois dans la transformation depuis 5 ans



Restauration collective

46 restaurants collectifs sur le territoire inscrits sur ma cantine
dont 29 restaurants collectifs qui ont fait leur télédéclaration sur ma cantine

Gouvernance

Porteurs du projet

› Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération (Communauté de communes)

Nom de l'instance de décision

COTECH Gouvernance

Partenaires de l'instance de décision

Collectivités territoriales, État

- › Communauté de commune Dieulefit-Bourdeaux
- › Ville de Montélimar
- › Syndicat Intercommunal des Eaux du Bas-Roubion et de la Citelle (SIEBRC)
- › Département de la Drôme
- › SCOT Rhône Provence Baronnies
- › PLUi Montélimar-Agglomération
- › Syndicat Mixte du Bassin du Roubion et du Jabron (SMBRJ)
- › Office de tourisme

Acteurs de la production agricole dont foncier

- › Agribiodrôme
- › CIVAM de la Drôme
- › Chambre d'Agriculture de la Drôme
- › ADEAR

Acteurs de la transformation agroalimentaire

- › Club Drômois de l'alimentation
- › Agribiodrôme

Acteurs de la restauration collective

- › Agribiodrôme
- › CIVAM de la Drôme
- › Agricourt
- › Ville de Montélimar

Acteurs de la restauration commerciale

- › Agricourt

Acteurs de la distribution alimentaire

- › Agricourt

Représentants des consommateurs

- › Restos du Coeur
- › L'abri

Acteurs de la santé

- › Contrat local de Santé de Montélimar (CLS)

- › Centre médico-social de Montélimar
- › Promotion Santé Auvergne-Rhône-Alpes
- › ARS

Acteurs du social

- › CCAS de Montélimar
- › L'ABRI (Accueil de jour - Montélimar)
- › Restos du cœur
- › CCAS de Savasse

Acteurs environnementaux

- › Hirondelle aux champs
- › Agribiodrôme

Autres

- › DRAAF
- › Région AURA
- › Agence de l'eau
- › EUROPE (FEADER)

Partenaires engagés dans la mise en oeuvre du PAT

Acteurs de la restauration collective

- › Ville de Montélimar
- › CIVAM 26
- › Agribiodrôme

Les objectifs stratégiques du projet

ORIENTATION N°1:

DÉVELOPPER DES PAYSAGES ALIMENTAIRES POUR UNE ALIMENTATION LOCALE , DURABLE , SAINES POUR TOUS

- o Axe 1 - Soutenir et développer des actions de communication et d'éducation à l'alimentation
- o Axe 2 - Développer les produits locaux et durables dans les points de vente
- o Axe 3 - Réduire la précarité alimentaire
- o Axe 4 - Accompagner la restauration hors domicile vers des pratiques plus durables

Fiche Action 1.1.1 Communication

Fiche Action 1.1.2 Agritourisme

Fiche Action 1.1.3 Santé

Fiche Action 1.1.4 Éducation à l'alimentation

Fiche Action 1.1.5 Jardins potagers

Fiche Action 1.2.1 Commercialisation

Fiche Action 1.2.2 Commerce de proximité & Grande et Moyenne Surface (GMS)

Fiche Action 1.2.3 Marché d'Intérêt Local (MIL) - Semi-gros

Fiche Action 1.3.1 Acteurs de la solidarité

Fiche Action 1.3.2 Approvisionnement des associations

Fiche Action 1.3.3 Prévention nutrition et santé

Fiche Action 1.3.4 Acteurs de la santé

Fiche Action 1.3.5 Groupement d'achats solidaires

Fiche Action 1.4.1 Restauration scolaire

Fiche Action 1.4.2 Restauration social et médico-social

Fiche Action 1.4.3 Restauration commerciale

ORIENTATION N°2:

SOUTENIR ET ACCROÎTRE LA CAPACITÉ NOURRICIÈRE DE L'AGRICULTURE

- o Axe 1 - Préserver et mobiliser le foncier
- o Axe 2 - Accompagner les transmissions et les installations
- o Axe 3 - Favoriser l'émergence de filières agricoles et agroalimentaires

Fiche Action 2.1.1 Stratégie foncière

Fiche Action 2.2.1 Renouvellement des générations agricoles

Fiche Action 2.2.2 Attractivité des métiers agricoles

Fiche Action 2.3.1 Structurer l'offre

Fiche Action 2.3.2 Abattage à la ferme

Fiche Action 2.3.3 Tri, conditionnement et transformation

ORIENTATION N°3 :

DÉPLOYER L'AGRICULTURE LOCALE DANS SA TRANSITION VERS L'AGROÉCOLOGIE ET LA BIOÉCONOMIE

o Axe 1 - Mettre en place des pratiques agricoles vertueuses en préservant les milieux
o Axe 2 - Soutenir la sobriété et la préservation de la ressource en eau

Fiche Action 3.1.1 Expérimenter et essayer (MILIEUX)


Fiche Action 3.1.2 Accompagner les porteurs de projet (MILIEUX)


Fiche Action 3.2.1 Stratégie de gestion territoriale (EAU)

Fiche Action 3.2.2 Outils incitatifs vers les changements de pratiques (EAU)


ORIENTATION TRANSVERSALE:**ANIMER ET ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DU PAT****1- GOUVERNANCE ET ANIMATION****2- MOBILISER VERS LA RÉSILIENCE ALIMENTAIRE****3- COMMUNIQUER****4- DYNAMIQUES DE RÉSEAUX****Les principales actions du PAT par axes thématiques**


	Type d'action	Actions phares	Avancement
 Économie alimentaire	Autres actions relevant de l'économie alimentaire	COMMUNICATION	Action en cours
	Maintien et développement de l'agriculture durable dans le périmètre	STRUCTURER L'OFFRE	Action en cours
	Maintien et développement de l'agriculture durable dans le périmètre	ABATTAGE A LA FERME	Action en cours
	Maintien et développement des circuits de proximité	COMMERCIALISATION Carte géolocalisée des productions locales	Action en cours
	Maintien et développement des circuits de proximité	COMMERCE DE PROXIMITÉ - GRANDES ET MOYENNES SURFACES	Action en cours
	Maintien et développement des circuits de proximité	MARCHE D'INTÉRÊT LOCAL - SEMI-GROS	Action programmée
	Organisation des filières	TRI, CONDITIONNEMENT ET TRANSFORMATION	Action en cours
	Organisation des filières	ATTRACTIVITÉ DES MÉTIERS AGRICOLES	Action en cours
	Organisation des filières	RENOUVELLEMENT DES GENERATIONS AGRICOLES	Action en cours
 Culturel et gastronomie	Actions de promotion des produits durables et locaux et du patrimoine gastronomique auprès des consommateurs	AGRITOURISME	Action programmée
 Éducation alimentaire	Autres actions d'éducation alimentaire	AUTO-PRODUCTION : JARDINS POTAGERS	Action en cours
	Formation et sensibilisation des acteurs professionnels et élus aux enjeux de l'alimentation durable	ÉDUCATION À L'ALIMENTATION	Action en cours


	Type d'action	Actions phares	Avancement
 Nutrition et santé	Formation et sensibilisation des acteurs professionnels sur les liens alimentation-santé	ACTEURS DE LA SANTÉ	Action en cours
	Formation et sensibilisation du grand public sur les liens alimentation-santé	SANTÉ	Action programmée

	Type d'action	Actions phares	Avancement
 Justice sociale	Actions d'accessibilité géographique	GROUPEMENTS D'ACHATS SOLIDAIRES	Action programmée
	Actions de coordination entre les acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire	ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ	Action programmée
	Actions de coordination entre les acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire	APPROVISIONNEMENT DES ASSOCIATIONS	Action en cours
	Actions de coordination entre les acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire	PRÉVENTION NUTRITION ET SANTÉ	Action programmée

	Type d'action	Actions phares	Avancement
 Environnement	Actions de protection des ressources naturelles (dont eau et biodiversité)	STRATÉGIE DE GESTION TERRITORIALE (EAU)	Action en cours
	Actions de protection des ressources naturelles (dont eau et biodiversité)	OUTILS INCITATIFS ET INITIATIVES VERS LES CHANGEMENTS DE PRATIQUES (EAU)	Action en cours
	Changement des pratiques agricoles plus vertueuses pour l'environnement dont bio et agroécologie (hors déchets et gaspillage)	EXPÉRIMENTER ET ESSAIMER (MILIEUX)	Action en cours
	Changement des pratiques agricoles plus vertueuses pour l'environnement dont bio et agroécologie (hors déchets et gaspillage)	ACCOMPAGNER LES PORTEURS DE PROJETS (MILIEUX)	Action en cours

	Type d'action	Actions phares	Avancement
 Restauration collective	Autres actions d'accompagnement de la restauration collective	RESTAURATION COMMERCIALE	Action programmée
	Réduction du gaspillage alimentaire dans la restauration collective	RESTAURATION SCOLAIRE	Action en cours
	Respect de la Loi Egalim : augmentation de l'approvisionnement en produits "durables" et de qualité	RESTAURATION SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL	Action en cours

	Type d'action	Actions phares	Avancement
 Urbanisme	Protection et mise en valeur des espaces agricoles	STRATÉGIE FONCIÈRE	Action en cours

	Type d'action	Actions phares	Avancement
 Gouvernance	Démocratie alimentaire	ANIMER ET ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DU PAT	Action en cours

Évaluation

Méthode(s) d'évaluation utilisée(s)

› Autre (champ libre)

Montélimar-Agglomération a choisi une méthode "hybride" en lien avec le suivi interne annuel et l'évaluation externalisée des chemins d'impacts à mi-parcours (2026-2027) et à la fin du plan d'action (2029). Un accompagnement externalisé à l'évaluation en soutien du suivi-évaluation mis en place en interne dès 2024 est programmé. Voir les 5 documents bilan envoyé par mail le 13/05/26

Coopération

Coopération inter-PAT

Oui

* PAT Drôme

- coordination inter-PAT
- coopération et travail conjoint sur des thématiques communes: précarité alimentaire, sensibilisation de séniors, ...
- retour d'expérience
- membre de la gouvernance partagé du PAT Drôme

* PAT Dieulefit-Bourdeaux

- coordination inter-PAT
- coopération et travail conjoint sur des thématiques communes: projet commun d'abattage à la ferme, plan pastoral commun, ...
- retour d'expérience sur l'installation-transmission
- membre de la gouvernance partagé du PAT Communauté de communes de Dieulefit-Bourdeaux

Coopération interterritoriale

Oui

Participation aux séminaires annuels PAT Auvergne Rhône Alpes (anciennement RADAR avec Cap Rural)

PAT membre des réseaux

- › Séminaire annuel des PAT Auvergne-Rhône-Alpes (anciennement RADAR avec Cap Rural)
- › PAT Drôme, PAT Communauté de communes Dieulefit-Bourdeaux et PAT de la Communauté de communes Val de Drôme

Moyens financiers et humains

Dispositifs financiers mobilisés

- › Le Programme National pour l'Alimentation (PNA) et ses déclinaisons régionales
- › Les Contrats de Relance et de Transition Ecologique - CRTE
- › La politique européenne de cohésion et le FEDER-FSE
- › Politique de la ville et contrat de ville

Moyens humains

1.3 ETP

Coopération interterritoriale

Contact

Virginie Blache

06 33 20 33 80

virginie.blache@montelimar-agglo.fr

Agriculture Alimentation et forêt

Cheffe de service

Maison des Services Publics 1 avenue St Martin

26200 Montélimar

Détail des sources

Vous souhaitez comprendre le mode de calcul des données ? Consultez le vade mecum des indicateurs.